

# Le grand paradoxe des coûts négatifs de l'électricité

— Avec l'arrivée massive des énergies renouvelables, les prix sur le marché de l'électricité passent en dessous de zéro lorsque la production est supérieure à la demande.

— Ce phénomène alourdit le coût financier pour l'État, mais ne conduit pas, pour autant, à faire baisser la facture des consommateurs.

Les belles journées ensoleillées, si en plus elles sont accompagnées d'une petite brise, sont en train de devenir l'angoisse des gestionnaires des réseaux électriques. Car elles annoncent des prix négatifs sur le marché.

En France, sur les quatre premiers mois de l'année, 209 heures ont été enregistrées avec des prix en dessous de zéro, soit deux fois plus qu'à la même période en 2025. « Jusqu'à présent, ils apparaissent surtout le week-end, mais maintenant, il y en a de plus en plus souvent en semaine, et dans la plupart des pays européens », souligne Pierre Vassilopoulos, directeur du développement produit chez Epex Spot, la principale bourse de l'électricité en Europe.

En avril, il y a eu des prix négatifs quasiment tous les jours. Le phénomène peut sembler étrange, surtout quand on regarde sa facture qui ne semble pas orientée à la baisse. Mais il s'explique par le caractère particulier de l'électricité qu'on ne sait pas stocker à grande échelle. Résultat, quand il y en a trop par rapport à la demande, certains producteurs préfèrent payer pour injecter du courant sur le réseau, pour éviter le coût de stopper puis relancer leur production. C'est le cas pour les centrales nucléaires et les centrales thermiques (gaz et charbon), dont les arrêts et redémarrages sont complexes, rappelle RTE, le gestionnaire du réseau de transport.

Il y a aussi des opérateurs qui n'ont aucun intérêt à moduler leur production, comme les gestionnaires de parcs éoliens ou solaires qui opèrent sous le régime de « l'obligation d'achat » (OA), et vendent donc leurs électrons à un prix garanti par l'État. Parfois, RTE rémunère aussi EDF pour continuer à faire fonctionner ses réacteurs, afin de maintenir la tension sur le réseau et éviter un black-out, à l'instar de ce qu'il



s'était passé en Espagne l'an dernier.

Ces dernières semaines, le mouvement s'est montré particulièrement marqué, avec un record historique atteint le 1<sup>er</sup> mai dernier. Ce jour-là, le prix de l'électricité est tombé à - 498 € à l'heure du déjeuner, lorsque le soleil était proche du zénith. Et quand ils ne sont pas négatifs, les prix sont souvent proches de zéro. C'est quasiment devenu une habitude entre 11 heures du matin, voire 10 heures, et jusqu'à 16 heures. Cela été le cas durant 26 jours en avril et la même tendance se poursuit ce mois-ci.

**Contrairement à ce qui a été dit ces dernières années, ce n'est pas la faute à la surproduction de renouvelables en Allemagne.**

Contrairement à ce qui a été dit ces dernières années, ce n'est donc pas la faute à la surproduction de renouvelables en Allemagne qui affluerait dans l'Hexagone, mais bien aux surcapacités françaises, liées au quasi-triplement des énergies renouvelables

en moins de dix ans. Ces dernières semaines, la France a ainsi été exportatrice nette d'électricité, quasiment en permanence. « Ces prix négatifs, ou très proche de zéro, ne sont pas le signe d'un dysfonctionnement du système électrique, mais le signal qu'à certains moments, l'offre est beaucoup plus importante que la demande », assure d'ailleurs Mathieu Pierzo, le directeur des marchés chez RTE.

La consommation électrique continue, quant à elle, de stagner, autour de 450 TWh, soit son niveau de l'an 2000, et 6 à 7 % en dessous de la période 2014/2019. D'où l'importance pour le gouvernement d'accélérer l'électrification des usages. Dans la foulée du conflit au Moyen-Orient, qui a remis à jour la dépendance mondiale au pétrole, il a prévu de faire passer de 27 à 38 % en 2035 la part de l'électricité dans la consommation énergétique du pays (plus de 50 % en 2050), en remplaçant les énergies fossiles par l'électricité dans les transports, le chauffage ou encore l'industrie.

En attendant, le consommateur français pourrait s'étonner de ne pas profiter davantage de ces prix négatifs ou extrêmement bas. Certes, comme le souligne la Commission de régulation de l'énergie, ils « contribuent à une modération des prix moyens », mais ils ne concernent que le marché « spot », limité aux échanges de court terme qui ne représentent qu'environ

**Sur les quatre premiers mois de l'année, la France a enregistré 209 heures de prix négatifs de l'électricité en raison de l'afflux d'énergie provenant des renouvelables.**

*Idriss Bigou-Gilles/Hans Lucas/AFP*

20 % du total. Or, la facture des particuliers dépend surtout des contrats à terme conclus plusieurs mois à l'avance, auxquels s'ajoutent les coûts de réseau et les taxes, ce qui limite l'impact de ces variations sur les prix payés.

Seuls les industriels très énergivores, dont les contrats sont souvent indexés en partie sur le marché spot, peuvent tirer avantage de cette situation. « Mais si les prix sont bas la journée, ils sont plutôt élevés le soir et à la pointe du matin, quand les centrales à gaz fixent le prix. En avril, l'écart journalier moyen était de 140 €. C'est du jamais-vu », note Jean-Yves Stephan, le directeur général de Storio, une jeune société qui propose des batteries aux industriels.

Pour les contribuables, en revanche, la note est de plus en plus salée. Les énergies renouvelables restent largement subventionnées, via des contrats signés avec l'État sur un niveau de prix garanti, généralement pour vingt ans. Et plus les prix baissent sur le marché, plus la charge est lourde pour les finances publiques. Elle était de 3,9 milliards d'euros en 2024, de 7,3 milliards en 2025, selon la Cour des comptes, qui a publié en mars un rapport au vitriol sur le sujet. « Cette année, la facture devrait atteindre les 10 milliards », pronostique Nicolas Bour, porte-parole du Réseau énergies terre et mer (RETM), qui rassemble des opposants au solaire et à l'éolien.

En cette période de disette budgétaire, le sujet est évidemment pris très au sérieux et des mesures ont déjà été prises pour freiner la dérive. Toutes les installations de plus de 10 MW doivent désormais s'arrêter quand les prix s'approchent de zéro. « Aujourd'hui, 20 GW de puissance installée, sont concernés, contre 2 GW en 2025 et l'objectif est d'aller encore plus loin, au nom du principe "mêmes droits, mêmes devoirs" », affirme Mathieu Pierzo, de RTE. Cela représente environ 40 % de la capacité installée en solaire et en éolien.

**Jean-Claude Bourbon**

## repères

**Une « mobilisation collective » pour électrifier les usages**

**Pour trouver des débouchés à la production d'électricité française et réduire la dépendance aux énergies fossiles, Emmanuel Macron a rassemblé 200 acteurs de l'électrification à l'Élysée, mardi 26 mai.**

**Une « équipe de France de l'électricité » qu'il appelle à une « mobilisation collective sur les usages » énergétiques des Français, « pour rendre le passage à l'électrique naturel et désirable ».**

**Stellantis a ainsi annoncé investir un milliard d'euros pour la production de véhicules électriques sur son site de Mulhouse (Haut-Rhin) dès 2029, et les opérateurs se sont engagés à déployer 240 000 bornes de recharge supplémentaires d'ici 2030.**